

ARRÊTÉ 2026-DCAT-BEPE- 115

du 25 MARS 2026

imposant des prescriptions complémentaires à la communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie pour l'ancien centre d'enfouissement technique situé à Valmont

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-362 du 24 juillet 1995 modifié imposant au syndicat intercommunal de voirie de la subdivision des ponts-et-chaussées de Saint-Avold des prescriptions techniques pour l'exploitation de la décharge de Valmont ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-AG/2-587 du 28 octobre 1996 édictant de nouvelles prescriptions pour l'exploitation de la décharge de Valmont ;
- Vu** le porter à connaissance de modifications notables transmis à la préfecture de la Moselle par la communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie (CASAS) le 8 février 2022 complété les 2 avril 2025 et 21 octobre 2025, relatif à des travaux de remodelage et de réhabilitation de la couverture finale de l'ancien CET ainsi que du fossé périphérique pour la gestion des eaux de ruissellement ;
- Vu** le rapport du 19 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral du 3 mars 2026 informant la communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie des prescriptions complémentaires envisagées et du projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

Vu le courriel du 9 mars 2026 de la communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie par lequel elle indique qu'elle n'a pas d'observations à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que le projet de modification objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il convient d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie, dont le siège social est situé 10-12, rue du Général de Gaulle à Saint-Avold (57500), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Valmont.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-587 du 28 octobre 1996 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est autorisé à remodeler le dôme et à reprendre les contre-pentes du fossé périphérique afin d'assurer d'une bonne connexion entre le niveau drainant de la couverture et les ouvrages de collecte des eaux de ruissellement.

L'exploitant est autorisé à remplacer la couverture finale de l'ancien centre d'enfouissement technique de Valmont, sous réserve que la nouvelle couverture finale soit composée au minimum, de haut en bas :

- d'une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre ;
- d'une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;
- d'une couche d'étanchéité.

La composition de couverture finale peut être adaptée si l'exploitant justifie et démontre l'équivalence des dispositions qu'il prévoit.

Toutefois en cas d'adaptation,

- la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement ne peut être inférieure à 0,8 mètre ;
- l'exploitant définit et justifie l'équivalence de l'efficacité des couches.

Avant le démarrage des travaux susmentionnés (remodelage du dôme, reprise du fossé périphérique et remplacement de la couverture finale), il transmet à l'inspection des installations classées :

- la composition retenue pour la couverture finale ;
- le calendrier des travaux qui est établi afin de réduire au maximum le délai entre les décapages de l'ancienne couverture et la mise en place de la nouvelle couverture.

Les travaux susmentionnés sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié susvisé.

Les travaux susmentionnés sont effectués afin que la couverture finale du site présente une pente minimale de 5 % dirigée d'Ouest en Est.

L'exploitant met en place les mesures suffisantes afin d'assurer la protection et le fonctionnement des dispositifs de collecte et de traitement des lixiviats et du biogaz pendant toute la durée des travaux susmentionnés.

Les travaux susmentionnés sont effectués dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Au plus tard six mois après la fin des travaux susmentionnés, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet à l'inspection des installations classées un plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés ».

Article 3 : Délais et voies de recours :

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

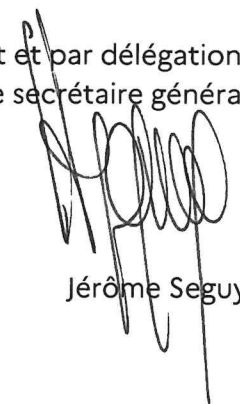
La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire de Valmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Jérôme Seguy